



France 3 Occitanie

COVID 19 La politique du pire

Une nouvelle fois, la direction de France tv impose le confinement au réseau régional de France 3.

Pendant tout le mois de janvier, seuls sont maintenus les éditions locales, un journal grande région et un Dimanche en Politique grande région en plateau.

Des choix qui percutent les raisons d'être de l'entreprise.

Des décisions incohérentes en termes de protection des salariés et sur le plan éditorial.

Pour la protection des salariés, d'un côté la direction supprime les JT d'antenne et de l'autre elle maintient les locales à 100%, comme si de rien n'était. Les Locales sont-elles moins exposées au Covid 19, les salariés y bénéficient-ils d'une protection supplémentaire ?

Bien sûr que non ! Les locaux réduits multiplient le risque de transmission au sein de la rédaction. Par ailleurs, en tournant à 100%, et sans capacité de remplacement, les salariés s'y retrouvent sans aucune marge de manœuvre, et en grande difficulté dès qu'une personne est absente pour raison de Covid (malade, cas contact, enfant à garder...).

Un maintien d'éditions réduites aurait été sage. De la même façon, les BRI peuvent très facilement maintenir des éditions réduites tout en assurant la protection des salariés. D'autant que s'y on en croit les communications de la direction, les cas positifs sont liés à la sphère privée et pas professionnelle.

Mais le choix a été d'imposer des conditions de travail dégradées pour tous.

En terme éditorial, ces éditions « grande région » sont un non-sens. Eloignement des territoires et réduction de 50% de notre offre d'information au moment où le public en a le plus besoin.

Des choix qui montrent de façon très crue, le peu de reconnaissance que nos dirigeants portent à notre travail et le peu de respect qu'ils ont pour nos concitoyens, des téléspectateurs qui ne sont même informés des changements d'antenne.

Il faut vider l'entreprise, faire du chiffre pour répondre aux injonctions de l'actionnaire et peu importe les conséquences réelles. En Occitanie, nous faisons figure de premier de la classe avec des éditions en peau de chagrin dès le 3 janvier, alors que les restrictions n'étaient obligatoires qu'à partir du 8 janvier.

Seule préoccupation, le politique, ce qui explique le maintien des éditions nationales dans cette période de haute activité présidentielle. Et nous en région comment couvrons nous cette campagne avec une information de proximité tronquée (JT et DEP communs) ?

Le SNJ le réaffirme : l'information de proximité est un bien social. Chaque jour, les personnes que nous rencontrons sur le terrain nous le rappellent, « heureusement que vous êtes là, heureusement qu'il y a France 3 ».

La politique du pire est inacceptable ! Elle doit cesser !

Montpellier le 11 janvier 2022